



SARKOZY POUR LES RICHES CONTRE LES SALAIRES !

Refusons de payer leur crise

La crise a bon dos. Gouvernement et patronat s'en servent de prétexte pour accélérer la poursuite des politiques antisociales qui en sont à l'origine.

« **Relance** » ? Le gouvernement trouve soudain des centaines de milliards d'euros mais pour renflouer les banques coupables de spéculations, sans aucune contrepartie, en faisant peser leurs dettes sur le pays. Il pousse la Poste, seule grande « banque » qui a échappé à la catastrophe vers la privatisation.

Pour les dépenses utiles qui alimentent une croissance durable répondant aux besoins, la santé, l'éducation, les salaires et les retraites, la consommation populaire, c'est plus que jamais le régime des restrictions.

De **nouveaux cadeaux** sont accordés au grand patronat alors que les profits des entreprises du CAC 40 sont toujours au plus haut: 94 milliards d'euros en 2008. Renault choisit de distribuer 850 millions en dividendes aux actionnaires et de supprimer 4000 emplois directs. Arcelor-Mittal vient d'enregistrer un profit record de 11,3 milliards mais prépare la suppression de 9000 emplois et la fermeture de plusieurs sites !

Le gouvernement poursuit le démantèlement systématique des services publics (y compris l'Etat...) pour les livrer aux multinationales et casser un modèle républicain d'égalité.

Il est urgent de mettre un coup d'arrêt à cette politique. Nous n'avons pas à payer la crise du capitalisme.

Les luttes qui se développent depuis des mois portent l'intérêt général du pays: la défense de l'industrie, du droit du travail, de la protection sociale, des services publics, de l'école...

En cela, la cohérence des luttes se heurte frontalement à la cohérence de la politique du pouvoir. Kessler, ancien n°2 du Medef l'avait résumée: la refondation du capitalisme c'est défaire méthodiquement tous les acquis depuis 1945 (le programme du Conseil national de la Résistance). Avec la crise, le capitalisme montre sa réalité: l'enrichissement sans limite de quelques uns ne peut se faire qu'au détriment de la masse des travailleurs et du pays.

L'alternative, c'est la rupture avec le capitalisme, la construction du socialisme du 21ème siècle

120 à 170 milliards par an volés au salaire !

La crise ne fait pas souffrir les capitalistes, car ce qui caractérise le système capitaliste, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour certains, ce genre de crise est même une aubaine pour surexplorier les autres. Ceux qui souffrent, ce sont les prolétaires des temps modernes : les salariés, les chômeurs, les précaires sur qui on fait peser tout le poids de la crise et qui vont devoir payer ces milliards. Selon la Commission européenne, la part des salaires dans les richesses produites a chuté de 8,6 % en moyenne dans les pays de l'Union Européenne et de 9,3 % en France entre 1983 et 2006. C'est le Capital qui a récupéré cet argent qui, il y a peu, allait à la Sécurité sociale, aux retraites, au pouvoir d'achat, aux salaires des chômeurs d'aujourd'hui, aux services publics... Pour la France, ce transfert de richesses se monte entre 120 et 170 milliards par an, plus de dix fois le "déficit" de la Sécu !

Ce constat est fait aussi par la Banque des Règlements Internationaux (juillet 2007) qui réunit chaque mois en Suisse les banquiers centraux pour "coordonner les politiques monétaires" « *La part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'a pas de précédent dans les quarante-cinq dernières années* ».

ASSEZ DE GACHIS AVEC L'ARGENT DE NOTRE TRAVAIL !

15 milliards par an de paquet fiscal pour les riches, 21 milliards pour les banques peu regardantes, 33 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales aux dépens de la Sécu, 94 milliards d'euros de profits en 2008 pour les entreprises du CAC40, 320 milliards d'emprunts bénéficiant de la garantie de l'Etat au profit des banques...

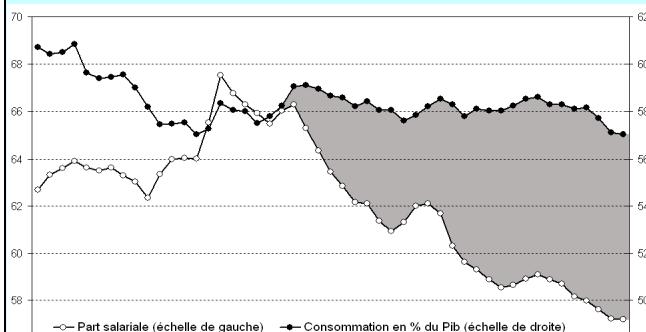
Nous nous battons pour des décisions politiques pour orienter l'argent vers les besoins humains et sociaux:

Demandons entre autres:

- Baisse des tarifs des services publics, baisse de la TVA et suppression pour les produits de première nécessité
- Plan de construction de 900.000 logements véritablement sociaux en 5 ans, plutôt que de renflouer les promoteurs et de livrer l'argent des

Mais où passe l'argent du travail ?

Alors que le taux de profit augmente depuis 1981, le taux d'accumulation qui mesure l'investissement régresse... de 5% en 1973 à moins de 2%...



De son côté, la part des salaires dans le PIB a baissé constamment... si aux USA, les salariés compensent par l'endettement, en Europe, la consommation baisse de 67 à 57%... Resumons

- Profits en croissance non réinvestis
- Salaire et retraite en baisse
- Salariés qui s'appauvrisent...
- La différence est dans la consommation des riches, dans leur luxe !

« *Bernard Arnault, PDG de l'Oreal à des milliers d'actionnaires : « je voudrais souligner la performance exceptionnelle de votre groupe en 2006. Un résultat opérationnel courant en augmentation de 12 %, une amélioration de la marge opérationnelle et un résultat net en hausse de 30 % ». Et d'annoncer des "dividendes en hausse de 30 %", qui lui rapportent personnellement 335 millions d'euros De la menue monnaie pour la première fortune de France : son patrimoine s'est accru de 3 milliards d'euros en 2006, soit 230 769 années de salaire d'une petite main.*

livrets A aux banques.

- Plan d'urgence pour l'hôpital public (embauches, formations, équipement...).
- Revalorisation du SMIC à 1500 euros net, de l'ensemble des salaires et retraites de 10% (inflation et gains de productivité captés par les profits).
- Paiement à 100% du salaire lors des périodes de chômage partiel financé par saisie sur les dividendes aux actionnaires.
- (re)nationalisation dans les secteurs stratégiques, avec pouvoirs des salariés et des usagers sur la direction
- Plan de défense de l'industrie, sanctionnant les délocalisations, imposant des relocalisations mobilisant les salariés, les populations des bassins d'emplois pour imposer des choix d'intérêt public !

L'exemple de la fonderie S-Jean

Cette vieille usine de Vénissieux (Duranton) a vécu comme d'autres des rachats et restructurations successifs, tout en continuant à fournir les grands, Renault, PSA, Areva, BMW. Un patron opportuniste l'a racheté pour en tirer le maximum et décide finalement de la fermer en délocalisant en Croatie et en Inde, après avoir racheté une autre usine aux USA... pendant que les donneurs d'ordre annulent leur marché...

Le patron va bien. Cette nouvelle bourgeoisie vit dans le grand luxe de la cité internationale, piscine et jakuzy en terrasse avec vue sur Rhône, nombreuses propriétés, filiales opaques, direction en famille, reçu dans les cercles huppés de Lyon lauréat du « prix de l'ambition » de la banque palatine pour sa présente « internationale »...

Lui ne se trompe pas. La lutte des classes, il la mène sans pitié contre 108 salariés qui n'ont plus d'autre choix que de résister... et de rassembler !

Un système obscène...

Rappelons nous cette citation de Karl Marx : « *Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. A 20%, il devient enthousiaste. A 50%, il est téméraire ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime* » (Le Capital, chapitre 22). Ceux qui espèrent « réguler », « humaniser », ou même « contrôler » le capital sont au mieux des naïfs. Pour leur profit, les bourgeoisies sont prêtes à tout, y compris à la guerre, avec Bush ou Obama !

Adhérez au PCF : Face à l'idéologie dominante, pour réfléchir et agir dans les quartiers, les entreprises rejoignez les communistes ! Faites le choix de la lutte ! PCF Vénissieux 48 rue Eugène Maréchal 69200 pcf.venissieux@wanadoo.fr